



**Syndicat  
CGT  
Renault Cléon**

cgt.renault.cleon@wanadoo.fr  
cgt.cleon@renault.com  
fax: 01 76 86 78 40

- Militants sanctionnés.
- Mutations
- Grève le 25
- Attaque sur l'inspection du travail.

Site du syndicat CGT Cléon: [cgtrenaultcleon.fr](http://cgtrenaultcleon.fr)

Mardi 16 juin 2015

## **Rappel: 2 militants CGT de Cléon lourdement sanctionnés !!!**

- 10 jours de mise à pied pour Alex.
- 15 jours de mise à pied pour David.

**Ces deux élus travaillent dans le secteur montage du R9M.  
Vendredi 13 mars, ces deux élus ont été convoqués au service «relations sociales» par courrier recommandé «en vue d'une sanction pouvant aller au licenciement».**

Les faits reprochés: comportements inadaptés, il leur a également été reproché de créer une mauvaise ambiance dans leur atelier, d'avoir des propos déplacés.....

**- L'encadrement a mené une vraie campagne contre eux: copinage d'un côté et mise à l'écart des élus CGT de l'autre...**  
La CGT appelle les salariés de Cléon à refuser cette répression syndicale et à soutenir les élus injustement sanctionnés.

- La CGT est le dernier syndicat à se battre contre les décisions des directions, locale et générale, et leurs conséquences désastreuses pour l'ensemble des salariés, ça ne plait pas à tout le monde....

**En soutien à David et Alex, la CGT organisera une  
collecte aux portes de l'usine le mercredi 17 juin.**

## Situation dramatique pour 3 salariés(e)s en prêt à Cléon.

**3 salariés(e)s originaires de Douai, en prêt à l'usine de Cléon, qui avaient demandé leur mutation, se retrouvent aujourd'hui dans une situation dramatique !**

**Devant la gravité de leurs situations, Paola Chaparro, Denis Lecoq et une troisième salariée, nous demandent aujourd'hui de vous alerter sur leurs cas.**

**Paola** est missionnée depuis 2012 à Cléon. Dès son arrivée, elle a fait une demande de mutation.

Sa hiérarchie lui avait promis que la mutation serait effective au 1er juillet 2015.

Elle vit seule avec deux enfants scolarisés à Rouen. Au mois de mars, elle a donné son préavis (elle loue une maison à Lens), étant évidemment persuadée qu'elle serait bientôt mutée.

Toute sa famille : ses parents, ses sœurs, sa fille ainée ainsi que sa petite fille de 6 mois vivent auprès d'elle.

Devant le refus de la direction de Cléon de la muter, sans aucun fondement, elle va se retrouver sans logement, sa situation est très préoccupante, elle est aujourd'hui en dépression !

**Denis**, lui a également demandé sa mutation depuis des mois.

Comme cela ne devait poser aucun problème, il s'est installé avec sa femme dans la région.

Depuis plusieurs semaines, la direction lui a donné l'ordre de quitter l'usine et de retourner à Douai. N'ayant plus de logement dans le Nord, **«Denis est obligé de dormir dans sa voiture», à Douai !**

Il est aujourd'hui également en dépression !

**Une autre salariée** a aussi demandé sa mutation depuis des mois. Ca ne devait poser aucun problème. Elle a déménagé et vit dans le coin avec son conjoint. Elle est installée ici et a commencé une autre vie...

Son encadrement refuse aujourd'hui sa mutation, sans raison... devant ce refus incompréhensible et à cause des conséquences dramatiques que cette décision engendre, elle est aussi en dépression....

**La direction de Cléon est seule responsable de ces situations complètement folles ! L'usine de Douai ne refuse pas leur mutation !**

Du travail comme opérateur, cela ne manque pas dans l'usine. Il suffit de voir le chiffre hallucinant de plus de 800 camarades intérimaires qui travaillent en grande majorité sur les chaînes de production.

**Comment la direction suite à nos différentes interventions en CE, en DP, en CHSCT et devant ces situations dramatiques, peut-elle continuer de faire la sourde oreille ?**

**Oui, c'est du jamais vu !**

**Pour l'ensemble des militants CGT, cette situation est inacceptable, intolérable !!!**

**Nous avons à faire à une direction totalement deshumanisée qui n'écoute même plus les salariés en extrême détresse.**

Si d'autres salariés sont dans la même situation, qu'ils n'hésitent pas à nous contacter.

**Les militants CGT appellent l'ensemble des salariés de l'usine à ne pas laisser la direction « jeter » ces salariés... et à leur apporter leur soutien. Les élus CGT ne laisseront pas ça là.**

**Appel à la grève le 25 juin pour la défense de l'emploi et contre l'austérité.**

**Appel national CGT, FO, SUD fédérations de la santé et action sociale contre la casse de l'emploi dans ces secteurs, pour le retrait du projet de loi santé, l'abandon du plan d'économie de 3 milliards pour les hôpitaux, avec à la clé: fermeture de lits, suppressions d'emploi...**

**Le 25 juin, lors du congrès national des présidents de région qui aura lieu à l'opéra de Rouen**

**les salariés, les retraités, les jeunes, les privés d'emploi doivent se faire entendre dans les rues de Rouen pour :**

- l'augmentation générale des salaires.**
- l'arrêt des politiques d'austérité et donc du pacte de responsabilité,**
- l'arrêt des plans sociaux dans l'industrie, l'interdiction des licenciements**
- un plan d'investissement public pour relancer l'économie,**
- le retrait de la réforme des collèges,**
- le refus de la loi Rebsamen.**

**L'Union Départementale CGT appelle tous les syndicats, les salariés de Seine-Maritime à réagir et exiger le retrait de ces projets dévastateurs, en manifestant dans les rues, avec les entreprises en lutte.**

**Manifestation à 10H, cours Clemenceau jusqu'au Théâtre des arts.**

**Un barbecue sera organisé le midi.**

**Ce 25 juin doit être une étape supplémentaire du processus engagé le 9 avril dernier. Il est temps de faire converger toute cette colère !**

## **La justice s'attaque frontalement à l'inspection du travail un nouveau procès politique !**

Le vendredi 5 juin, les syndicats CGT, SUD et SNUTEF FSU ont appelé à manifester à Rouen, des rassemblements ont eu lieu dans toute la France:

- Ce jour-là, Laura PFEIFFER, Inspectrice du travail, a comparu devant le tribunal correctionnel d'Annecy (74) suite à une plainte de la société TEFAL.

**Alors que le conseil supérieur de l'inspection du travail indique que l'entreprise TEFAL (Groupe SEB) ainsi que le MEDEF, ont exercé à l'encontre de cette inspectrice du travail des pressions en tentant de changer son affectation et par là-même, de mettre fin à son action de contrôle, alors que cette même instance condamne également la passivité des autorités administratives (DGT) qui se sont abstenues de protéger l'agent victime de ces intimidations, le procureur de la République d'Annecy a décidé de poursuivre cette inspectrice pour recel de vol de document.**

**Elle encourt une peine de 3 ans de prison ferme alors qu'elle n'a fait que son travail en mettant en évidence l'illégalité de l'accord ARTT de TEFAL.**

Ce procès est éminemment politique ! C'est le procès d'une inspectrice du travail considérée comme trop proche des salariés et pas assez souple avec les employeurs.

**Le Procureur de la République d'Annecy parle du fait «d'une occasion de faire le ménage à l'inspection du travail.»**

**L'Union Départementale CGT écrit au ministre et demande:**

- La condamnation publique des agissements de l'entreprise TEFAL à l'encontre de cette inspectrice.
- Que vous vous prononciez pour l'abandon des poursuites pour recel et violation du secret professionnel
- Le rappel public du principe d'indépendance des agents de contrôle par vous Monsieur le Ministre
- Que vous adressiez un courrier à Mme Taubira, Ministre de la Justice, garde des Sceaux, condamnant les déclarations publiques à la presse du Procureur d'Annecy qui voit dans ce procès l'occasion « d'un rappel à l'ordre pour le corps de l'Inspection du Travail... » et « ...une occasion de faire le ménage à l'inspection du travail ! »
- La protection fonctionnelle immédiate pour cette inspectrice....